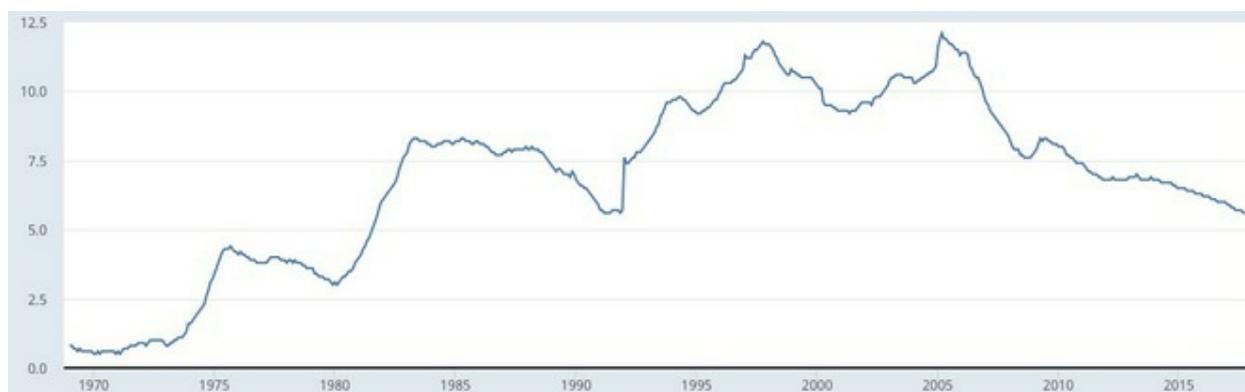


# Pourquoi le chômage est au plus bas en Allemagne

mediapart.fr/journal/economie/040118/pourquoi-le-chomage-est-au-plus-bas-en-allemande

Rien ne semble devoir stopper le « miracle allemand » de l'emploi. Les chiffres publiés ce 3 janvier par l'agence fédérale de l'emploi (BA) ont de quoi faire rêver le reste du monde... Le nombre de demandeurs d'emploi au sens national a reculé en décembre 2017, sur un an, de 183 312 personnes, soit 7 %, pour atteindre 5,3 % de la population active en termes bruts et 5,5 % en données corrigées. De tels chiffres ne s'étaient pas vus depuis la réunification, et il faut remonter à octobre 1981 pour la seule Allemagne de l'Ouest pour retrouver un tel taux de chômage. Au sens plus restrictif de l'Organisation internationale du travail (OIT), le taux de chômage en novembre était de 3,6 % (0,2 point de moins qu'en novembre 2016).

Le temps est donc bien loin où – en 2015 ! – l'Allemagne affichait un taux de chômage au-dessus de 12 %. Et le tour de force est encore plus remarquable qu'il s'accompagne d'une croissance notable de la population active qui, en novembre 2017, selon l'agence fédérale des statistiques, Destatis, a crû sur un an de 617 000 personnes, soit 1,4 %, à 44,744 millions de personnes. Tous les chiffres semblent donc bien orientés : une population active en croissance, qui trouve des emplois, principalement salariés (le nombre de salariés a progressé de 2,3 % en octobre sur un an).

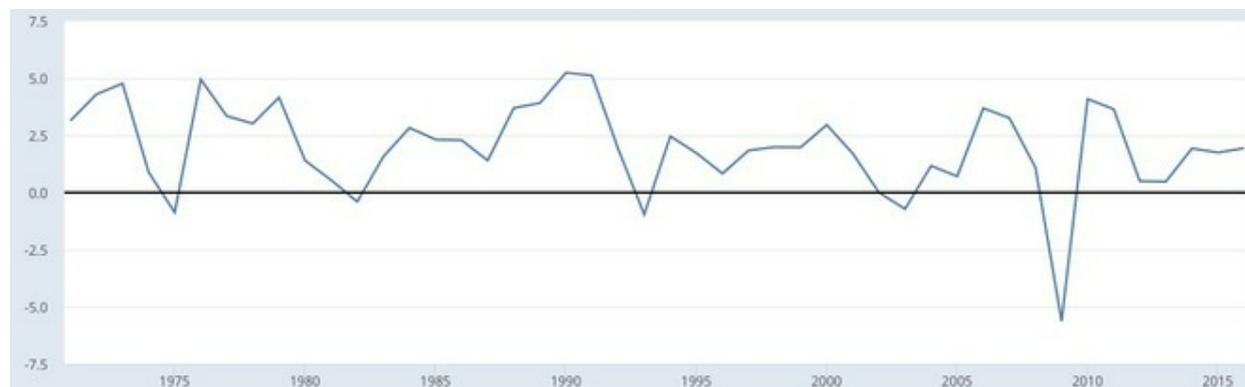


Le taux de chômage en Allemagne depuis 1970. © FRED, Fed de Saint-Louis

Comment expliquer une telle évolution ? L'accélération de la croissance y est évidemment pour beaucoup. Selon la Bundesbank, la croissance allemande devrait atteindre 2,3 % en 2017 (on connaîtra la première estimation le 11 janvier), contre 1,9 % en 2016 et 1,7 % en 2015. Cette croissance est riche en emplois. En 2017, 722 000 emplois salariés ont été créés, soit 2,3 % de plus qu'en 2016. Et, selon les chiffres disponibles, datant d'octobre dernier, 14,8 % des nouveaux emplois créés en un an l'ont été dans le secteur de l'immobilier et 6 % dans la construction. Les taux réels extrêmement bas ont, en effet, conduit à un changement de comportement des ménages allemands, jusqu'ici fort réticents à l'achat immobilier. Désormais, les prix sont en forte hausse dans les grandes agglomérations et les constructions se multiplient. Et les emplois accompagnent naturellement ce changement qui, dans certains cas, menace, d'après la Bundesbank, de prendre des allures de bulle immobilière. Un cinquième des créations d'emplois peut s'expliquer par ce phénomène.

Parallèlement, l'industrie allemande, portée par la demande extérieure, une reprise de l'investissement, mais aussi une faible croissance de la productivité, a continué à créer des emplois. En octobre, 9,9 % des emplois créés sur l'année étaient des emplois manufacturiers, auxquels il faut sans doute ajouter les emplois créés dans la logistique, pièce nécessaire de l'exportation et qui est un des secteurs les plus dynamiques en emplois puisqu'il représente 8,8 % des emplois créés en un an. Enfin, le vieillissement de la population joue un rôle important dans la création d'emplois avec 130 000 emplois créés dans les domaines de la santé et du social, soit 17,5 % du total annuel enregistré en octobre.

Le miracle allemand de l'emploi a néanmoins d'autres explications que la seule conjoncture. Du reste, on remarque que l'augmentation du nombre d'offres d'emploi a ralenti en 2017, malgré l'accélération de la croissance. Si le taux de chômage est revenu au niveau de 1981, la structure du marché du travail allemand n'est plus la même que voilà 36 ans. La vraie raison de la baisse du taux de chômage en Allemagne, c'est avant tout que l'Allemagne a partagé le travail. À la différence de la France, ce partage ne s'est pas fait par la loi, mais par le marché, autrement dit par le partage des rémunérations. Et ce fait explique aussi que le « plein-emploi » allemand ne génère pas de réelle surchauffe salariale et inflationniste. Et que, de fait, la croissance de la consommation reste largement réduite au regard de l'ampleur des développements du marché du travail. C'est pour cette raison que, en prenant en compte ce plein-emploi et ses niveaux historiques, la croissance allemande demeure finalement assez modérée.

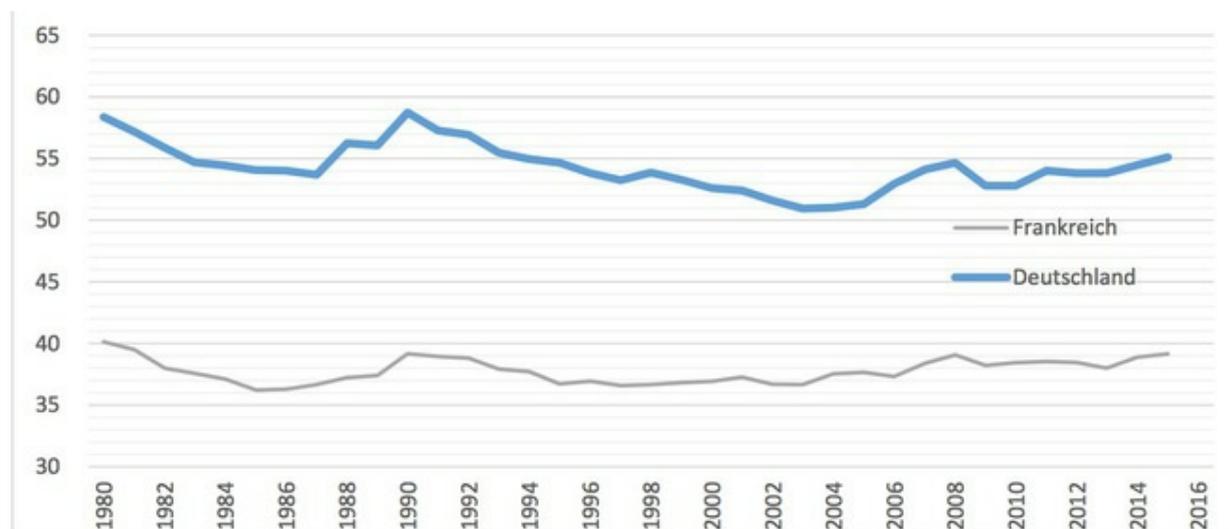


Croissance du PIB allemand en volume. © FRED, Fed de Saint-Louis

Une étude récente de l'Institut de l'économie du travail (IZA), menée par Michael Burda et Stefanie Seele, rappelle ce fondement du miracle allemand de l'emploi. Le nombre d'heures travaillées en Allemagne n'a pas progressé depuis 1994 et son évolution est parallèle à celle de la France. Il a même reculé de 0,8 % en 2015 par rapport à 1993. Autrement dit, les Allemands n'ont pas travaillé davantage depuis 25 ans. Ce n'est donc pas parce que les Allemands ont travaillé, en proportion, plus que les Français qu'ils ont créé plus d'emplois. C'est parce qu'ils partagent plus les heures disponibles de travail. La productivité horaire outre-Rhin est quasiment stable depuis 2010, autrement dit depuis le moment où le taux de chômage a commencé à baisser très fortement.

Ce partage se traduit par une explosion du travail à temps partiel qui n'a cessé de se poursuivre, même si avec l'accélération de l'activité, on constate une légère reprise de l'emploi à plein temps. En octobre 2017, les postes créés à temps partiel représentaient

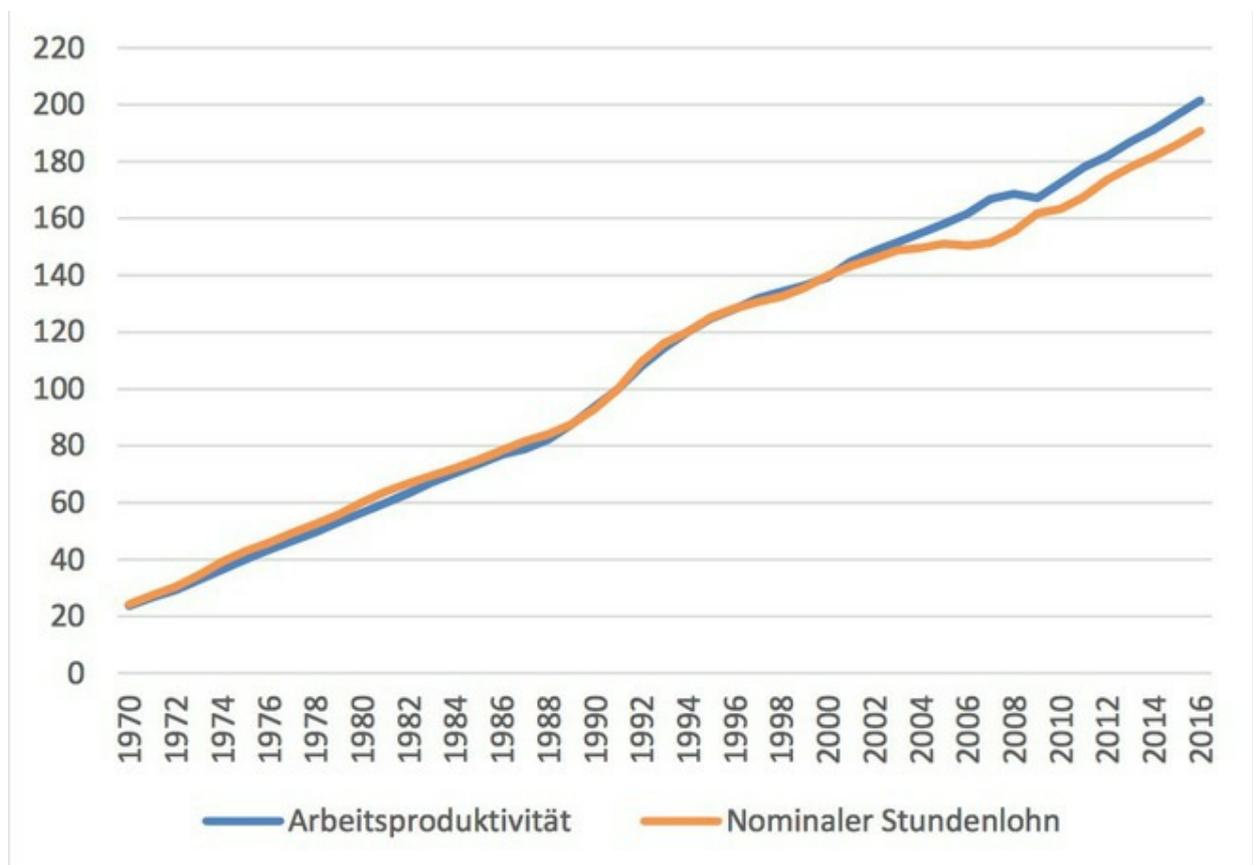
encore 42 % des créations d'emplois sur un an. Et le fait que ces postes ne soient pas majoritaires dans les créations d'emplois est un phénomène récent datant de juillet dernier. Du reste, leur croissance était deux fois plus importante que celle des emplois à temps plein (+ 3,6 % sur un an contre + 1,8 %). Et l'ensemble des salariés à temps partiel représentait 27,5 % de l'ensemble des salariés, soit plus de 9 millions de personnes. Sur trois ans, ce chiffre a bondi de 14,5 %.



Nombre d'heures travaillées par an en France et en Allemagne. © IZA

À ce développement du temps partiel s'est ajoutée la modération salariale pour les parties les plus faibles de la courbe salariale. Les deux phénomènes sont, d'ailleurs, en partie liés, car les salariés à temps partiel ont moins de poids dans la détermination de leur rémunération. Selon Burda et Seele, le quart le moins élevé des salaires a vu son niveau reculer de 15 % entre 2002 et 2015. Il a légèrement remonté ensuite avec l'introduction du salaire minimum, mais globalement cela permet d'avoir des coûts salariaux évoluant moins vite que la productivité, ce qui a donné un avantage compétitif considérable à l'Allemagne. Mais a clairement creusé les inégalités.

Le plein-emploi allemand cache donc de nombreux phénomènes oubliés. Ainsi, en 2017, 4,365 millions d'actifs allemands (soit 8 % des actifs) ont touché une allocation – allocation chômage ou allocation de chômage de longue durée (dite « Hartz IV ») que l'on touche aussi en cas de reprise partielle d'activité. Ce chiffre est... en hausse de 1,2 % par rapport à 2016. On pourrait également mettre l'accent sur l'importance du sous-emploi, qui, en comptabilité nationale allemande, regroupe les personnes en arrêt maladie ou celles qui participent à des programmes de réinsertion. Leur nombre a certes reculé ces dernières années, mais elles représentent encore 7,8 % de la population active et la baisse de ce sous-emploi est nettement plus faible que celle des chômeurs (– 1,7 % contre – 5,9 %), ce qui signifie qu'une partie non négligeable de la population active demeure dans cette catégorie plutôt que de rejoindre celle des demandeurs d'emplois. Enfin, Destatis avait souligné il y a deux ans que près de trois millions d'actifs souhaitaient travailler plus, ce qui représentait près de 40 % des travailleurs à temps partiel d'alors.



L'évolution des coupes salariales aide la productivité en Allemagne. © IZA

Tout cela tend à confirmer que le chômage est beaucoup plus important en Allemagne que ne le laissent penser les chiffres de l'OIT et même de la BA. La BCE a estimé que le « chômage caché », par l'intermédiaire notamment du temps partiel caché, était en moyenne le double du taux officiel. Il est peut-être encore plus élevé en Allemagne. Le prix à payer ne doit pas alors être dissimulé : ce « miracle » de l'emploi s'accompagne de tensions sociales sur lesquelles l'extrême droite de l'AFD ou les libéraux-populistes du FDP ont capitalisé. Et l'actuel blocage politique du pays est en grande partie lié à ce phénomène. De même, la faiblesse de la transmission entre le plein-emploi et la consommation, avec le développement d'une épargne de précaution qui s'explique par la fragilité des situations d'emploi, a affaibli la croissance et l'effet d'entraînement de l'Allemagne par rapport au reste de la zone euro. Enfin, la déflation salariale allemande des années 2000 n'a été possible que parce qu'elle était isolée. Toutes ces raisons doivent rendre fort prudent sur tout « clonage » du modèle allemand.